

Déclarations / communiqués

Dettes, souveraineté, réfugiés : Jacques Cheminade répond à Syriza

lundi 17 avril 2017



Sollicité par les représentants français du parti politique grec Syriza, Jacques Cheminade, candidat à l'élection présidentielle, a précisé sa position et ses engagements concernant la situation de la Grèce, et en particulier les problèmes de la dette publique, de la souveraineté nationale et des réfugiés.

Le 25 mars, jour de la fête nationale grecque, Jacques Cheminade, dans un message, avait soutenu les manifestations qui se déroulaient dans les principales capitales européennes, pour appeler à rétablir immédiatement les droits de l'homme dans ce pays.

Il y avait rappelé que dès le début de la crise, il s'était insurgé contre les remèdes de cheval de la Troïka. « *Lors des élections européennes de 2014, j'ai fait campagne pour qu'en signe de protestation, les électeurs introduisent un facsimile du drapeau grec dans l'urne en guise de bulletin de vote.* »

AUX MEMBRES DU PARTI SYRIZA

Je me suis toujours battu, depuis que la dette est devenue en grande partie illégitime et odieuse, pour que se tienne une Conférence européenne et internationale sur ce thème. La dette ne peut plus aujourd'hui être remboursée, même au prix de grandes souffrances humaines.

Nous devons donc organiser un jubilé, annulant de manière ordonnée certaines dettes, organisant des moratoires pour d'autres, en réservant le remboursement aux dettes légitimes, ayant contribué à la production et à l'équipement de l'homme et de la nature.

En ce qui concerne la Grèce, tout le monde (du moins le monde compétent) sait que 85 à 90 % de l'aide qu'elle a obtenue a bénéficié non au peuple, à l'industrie ou à l'agriculture, mais aux mégabancs qui s'étaient enrichies pendant la période de grande spéculation, avec la complaisance des gouvernements grecs d'alors.

La Troïka – FMI, BCE, Commission européenne – a imposé à la Grèce des conditions inacceptables et inhumaines. Qui ne contrôle pas la monnaie est contrôlé par elle ; la Grèce et les autres pays européens doivent rompre ce lien perdant-perdant pour les peuples.

Les migrants-réfugiés fuient des conditions de vie terribles, qui ont été créées à la fois par les guerres et les déstabilisations menées au Proche et Moyen-Orient par les États-Unis, la Grande-Bretagne et aussi la France, et par la situation économique qui en a résulté (plus de toit, d'eau potable, d'école...). Quatre choses sont indispensables :

Arrêter les guerres et le terrorisme, en en faisant la première priorité, et créer les conditions de stabilité dans la région, avec Poutine puisqu'il est entré par la porte que nous avons laissée ouverte en ne combattant pas réellement les trafics ayant permis à Daech de s'étendre ;

Avec les organisations humanitaires, fournir dans les « hot spots » (qui sont en fait des camps) des conditions provisoires de vie décente : nourriture, logement, éducation pour les enfants, soins médicaux ;

Préparer de toute urgence la reconstruction des pays touchés, avec un grand plan pour toute la région, en saisissant la balle au bond des offres de contribution de la Chine ;

Chez nous, accueillir les réfugiés en établissant avec nos élus locaux une « carte de l'accueil ». Là où c'est fait, les choses se passent bien, sans démagogie ;

Le peuple grec mérite de retrouver enfin la liberté et un futur. J'espère y contribuer en me battant contre cette occupation financière dont l'Europe de Bruxelles est devenue le relais meurtrier.

(...)